

À CHAMBÉRY, EMPARONS-NOUS D'UN DÉBAT VITAL POUR NOTRE AVENIR DE CITOYENS LIBRES !

Depuis la rédaction il y a un mois de l'appel national repris au verso et intitulé « **Pour un audit citoyen de la dette !** » nous assistons dans l'Union Européenne à l'effacement de la démocratie.

La crise monétaire devenue crise politique, **vient de provoquer deux coups d'Etat**, en Grèce et en Italie. Où est la démocratie ? Où sont la liberté et la souveraineté des Peuples ?

La spéculation sur les dettes publiques est un hold-up sur le dos de tous. L'argent que les banques privées (*les fameux « marchés »*)

empruntent à la BCE à un taux de 1,25 %, est ensuite prêté aux particuliers, aux entreprises, et aux Etats à des taux de 6, 10 voire 15 % !

Ces dettes sont illégitimes car elles ne proviennent pas du tout de « déficits budgétaires ».

Ces dettes sont des armes dont les gouvernements de droite, « socialistes », les banques et les multinationales, se servent pour justifier et imposer des restrictions aux peuples, c'est-à-dire en fait accroître toujours plus les écarts entre les plus riches et les autres.

S'informer, échanger, débattre pour s'armer contre le discours culpabilisant des médias et du pouvoir

DÉBAT PUBLIC AVEC MICHEL HUSSON

Économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC

Mardi 13 décembre à 18h30

Espace Pierre Cot

Quai des Allobroges à Chambéry

Alternatifs, ATTAC, C&A, FASE, GU, M'PEP, NPA, PG, PCF, UD-CGT

APPEL POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE

Le Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique publie son appel constitutif. Il invite tous les citoyens à signer cet appel et à s'engager dans la démarche de l'audit citoyen pour que la dette publique fasse enfin l'objet d'un vrai débat démocratique, au plan local, national et européen.

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias. Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ? Cette dette a-t-elle été tout entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous nous mobilisons dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique. Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

Premiers signataires : Marie-Laurence Bertrand (CGT), Jean-Claude Chailley (Résistance sociale), Annick Coupé (Union syndicale Solidaires), Thomas Coutrot (Attac), Pascal Franchet (CADTM), Laurent Gathier (Union SNUI-Sud Trésor Solidaires), Bernadette Groison (FSU), Pierre Khalfa (Fondation Copernic), Jean-François Largillière (Sud BPCE), Philippe Légié (Économistes atterrés), Alain Marcu (Agir contre le Chômage !), Gus Massiah (Aitec), Franck Pupunat (Utopia), Michel Rousseau (Marches européennes), Maya Surduts (Collectif national pour les droits des femmes), Pierre Tartakowsky (Ligue des droits de l'Homme), Patricia Tejas (Fédération des Finances CGT), Bernard Teper (Réseau Education Populaire), Patrick Viveret (Collectif Richesse) et Philippe Askénazy (économiste), Geneviève Azam (économiste), Étienne Balibar (philosophe), Frédéric Boccara (économiste), Alain Caillé (sociologue), François Chesnais (économiste), Benjamin Coriat (économiste), Cédric Durand (économiste), David Flacher (économiste), Susan George (écrivain), Jean-Marie Harribey (économiste), Michel Husson (économiste), Stéphane Hessel (écrivain), Esther Jeffers (économiste), Jean-Louis Laville (sociologue), Frédéric Lordon (économiste), Marc Mangenot (économiste), Dominique Méda (sociologue), Ariane Mnouchkine (artiste), André Orléan (économiste), Dominique Plihon (économiste), Christophe Ramaux (économiste), Denis Sieffert (journaliste), Henri Sterdyniak (économiste)...

Pour signer l'appel : <http://www.audit-citoyen.org>